

(201)  
N<sup>o</sup>. XXIII.

L'AMI DU PEUPLE,

OU

LE PUBLICISTE PARISIEN,  
JOURNAL POLITIQUE, LIBRE ET IMPARTIAL,  
PAR UNE SOCIÉTÉ DE PATRIOTES,  
*ET rédigé par M. MARAT, Auteur de l'OFFRANDE  
A LA PATRIE, du MONITEUR, & du PLAN  
DE CONSTITUTION, &c.*

Vitam impendere vero.

VERSAILLES ET PARIS.

Du Samedi 3 Octobre 1789.

ASSEMBLÉE NATIONALE

Du 1 Octobre 1789.

Séance du matin.

*Sanction du Décret sur la Gabelle. --- Décret sur  
les Impôts. --- Soumission du premier Ministre  
pour une somme de 100000 liv. --- Projet de  
Décret de M. Necker, renvoyé à la section du  
Comité des Finances. --- Présentation à la  
sanction de divers Décrets. --- Délibération  
sur le plan de la Constitution Militaire. ---  
Cri de l'innocence contre l'oppression, & Cri, &c.*

**E**LLÉ a été ouverte par la lecture d'une lettre  
du premier Ministre des Finances, qui demande  
Z



le moment où l'Assemblée lui permettra de l'entretenir de quelques détails relatifs à sa dernière Délibération sur les Finances. L'heure de midi a été donnée.

M. le Président a ensuite appris à l'Assemblée que le Roi a sanctionné le décret sur la gabelle ; a promis d'examiner incessamment les décrets sur les impositions & sur l'abolition des droits de franc-fiefs , & assuré qu'il prendrait sous sa protection les Juifs d'Alsace.

Après cela on s'est occupé de l'examen du quatrième article du nouveau Comité de Constitution , que l'Assemblée a décrété après plusieurs amendements. En voici l'énoncé :

Aucun impôt ou contribution en nature ou en argent ne peut être levé ; aucun emprunt direct ni indirect ne peut être fait , autrement que par un décret exprès de l'Assemblée des Représentants de la Nation.

La proposition relative à la création du papier-monnaie a été ajournée sans discussions.

Alors M. le Comte de Mirabeau a fait la motion expresse , que désormais on ne puisse pas délibérer sans discussion ; M. le Vicomte de Mirabeau a répliqué que le préopinant avoit peu de jours auparavant déployé son éloquence , pour déterminer l'Assemblée à délibérer sans discussion.

Après cette décision, M. le premier Ministre des Finances a paru dans l'Assemblée ; il l'a remerciée de la confiance qu'elle avoit eue dans le plan qu'il avoit soumis à son examen ; il lui en a remis une rédaction par articles , qu'il l'a priée de faire discuter comme projet de décret.

Après la lecture , il a supplié l'Assemblée de recevoir comme marque de zèle & de bon exemple , sa soumission pour une contribution volontaire de cent mille livres.

M. le premier Ministre des Finances s'est retiré ,



& quelques Membres ont invité l'Assemblée à adopter ce projet de décret avec la même confiance qu'elle l'a d'abord reçu; & on a levé la séance.

Séance du soir.

Après la lecture des adresses & dons patriotiques, un Membre de l'Assemblée a observé que la liste des pensions à publier, n'avoit pas encore été remise à l'Imprimeur. Un Membre du Comité des Finances a répondu, que l'extrait des brevets de pensions de 1800 livres & au-dessus étoit fait, & qu'après un nouvel examen, devenu d'autant plus nécessaire, que le Comité a reconnu qu'il y avoit douze morts qui touchoient leur pension, cet état seroit remis sous quelques jours à l'Imprimeur, & qu'il s'occupoit de suite de l'extrait des brevets de pensions au-dessous de 1800 liv.

On a demandé que cette liste fût jointe à celle des successions de Domaines, des échanges, des dons & traitements dans les divers Départemens: motion contre laquelle on a élevé quelques objections, mais qu'on a assez appuyée en ajoutant, qu'il y avoit dans beaucoup de villes, où il n'existoit aucun Officier, des commandements & des majorités, dont on ne connoissoit pas l'origine, & auxquels de très-forts appointements étoient attachés.

L'Assemblée n'a pris aucune résolution sur ces différentes demandes. M. le Président a seulement observé que le Comité des Finances prendra les renseignements nécessaires, & lui en fera le rapport.

Après cette discussion, M. le Président a rappelé à l'ordre du jour l'institution d'un Comité Militaire, pour régler quelle doit être la force de l'Armée; combien il faut d'Officiers Géné-



raux, combien de Régiments, combien de Colonels, combien d'Officiers, &c. & quels devoient être les fonds nécessaires pour l'entretien de cette force. Après quelques débats, la rédaction suivante a obtenu la priorité : qu'il soit nommé un Comité de douze personnes pour se concerter avec le Ministre de la Guerre sur la constitution de l'Armée, & en faire son rapport à l'Assemblée Nationale ; qu'ayant délibéré sur le fond de la question, a décrété donc, qu'il seroit nommé un Comité de douze personnes pour concerter avec le Ministre de la Guerre sur un plan de Constitution Militaire, & en faire son rapport à l'Assemblée Nationale.

Avant de se séparer, elle a décidé d'un côté, que le projet de décret du Ministre seroit envoyé à la section du Comité des Finances, pour en combiner avec lui la rédaction & la soumettre à l'examen de l'Assemblée ; de l'autre côté, que son Président se retireroit vers le Roi pour présenter à sa sanction les divers articles de la Constitution des arrêtés, de même que de la déclaration des droits, après quoi M. le Président a levé la séance.

*Les cris de l'innocence contre l'oppression, & les cris de l'honneur contre la corruption.*

Le serpent est toujours sous roche. La faction Aristocratique qui mène les Etats-Généraux paroît aujourd'hui si sûre de son fait, qu'elle néglige les petites précautions que dicteroit la prudence. Depuis la leçon amicale que je lui ai donnée (1), elle n'ose plus, il est vrai, s'ériger en cour de Justice pour blanchir les ennemis de la Patrie : mais elle reçoit avec transport des Apologies mendiées, & tout au moins suspectes : puis tenant les prévenus pour duement justifiés,

---

(1) Voyez le N°. II de ce Journal.



elle met sans façon de côté leur inculpation comme chose non-avenue. On se rappelle l'indignation qu'excita dans le cœur de quelques loyaux Députés, la nouvelle de l'outrage fait à quatre Citoyens de Mariembourg jettés dans les prisons d'Avesne pour avoir expulsé des Magistrats vendus à l'autorité; outrage dont le Comte d'Esterhazy, Commandant pour le Roi, étoit violemment chargé; & on sçait avec quel art l'Assemblée subjuguée éluda la motion de ces Députés vertueux, sous prétexte qu'elle manquoit des renseignements nécessaires pour asseoir un jugement. La scrupuleuse délicatesse qu'elle fit éclater alors, vient de s'évanouir tout-à-coup, pour faire place à une partialité poussée jusqu'à l'indécence. Croira-t-on que sur la simple parole d'un Lieutenant de Maréchaussée, c'est-à-dire, d'un satellite Royal, d'une créature d'un Commandant de Province, l'auguste Assemblée, en qui la Nation a placé toute sa confiance, & a remis ses plus chers intérêts, le soin de défendre ses droits, d'établir la justice & la liberté, oublie l'outrage fait à des Citoyens honnêtes, & l'attentat commis en leurs personnes contre la sûreté publique, pour faire éclater sa joie, & au mépris de toutes les lois de la pudeur, féliciter l'accusé, par l'organe du Président, de s'être si bien tiré d'affaire? --- Tiré d'affaire? Ah! ne le croyez pas; le crime est constant, & il n'est point expié.

Modérez donc vos transports, Messieurs, je vous supplie, vous n'êtes pas au bout. Vous n'avez pas le droit de juger: comment auriez-vous celui de condamner ou d'absoudre? Quelle que soit votre présomption, le moindre Citoyen peut réclamer contre vos Arrêts; & quand vous couvririez le coupable d'une triple égide, soyez,



sûrs ( 1 ) qu'il n'échappera point. Ainsi , à peine aurons-nous un Tribunal digne de notre confiance , que la voix des opprimés s'élèvera du fond de leur cachot ; ils paroîtront contre leurs oppresseurs , & leurs parents , leurs amis , leurs concitoyens , que dis-je ? la Nation entière criera vengeance. On leur fera raison des violences exercées contr'eux , des fers dont on les a chargés , des horreurs qu'ils ont éprouvées , des larmes & des tribulations de leurs familles , de l'exemple scandaleux donné aux gens de bien. C'est contre ces accusations formidables , que les accusés auront à se défendre. S'ils succombent , leurs têtes ( 2 ) criminelles expieront leurs forfaits.

L'un des Députés à la Ville , que j'ai dénoncé à l'Assemblée générale des Représentants de la Commune de Paris , a été suspendu le soir même. On dit qu'il prépare une défense , que l'Assemblée recevra comme elle a reçu celle du Sieur de Beaumarchais. Je connois l'humeur accommodante de la majorité de ces Messieurs ; & puisque les de Vauvilliers , les Blondel , les de Joli , &c. ne se trouvent pas mal dans la com-

(1) Si le Comte d'Estéshazy étoit absous , vous verriez bientôt le Prince Lambesc & le Maréchal de Broglio venir demander à l'Assemblée Nationale le prix de leur patriotisme.

(2) Il est un sophisme que les ennemis publics s'efforcent d'accréditer , & qu'il faut se hâter de détruire. . . . Pour se justifier , ils font valoir les ordres du Prince , qu'ils ont reçus , disent-ils , dans un temps où il étoit encore le maître de commander. Frivole excuse ! Depuis l'instant où les Etats-Généraux ont été convoqués , il est certain que la Nation devenue libre , a résolu de consacrer les droits de ses Membres , & d'assurer sa liberté ! Ainsi les ennemis publics sçavoient très-bien que le Monarque n'a pas le droit d'attenter contre la Nation.



pagnie d'hommes flétris, à eux permis de la rechercher en particulier : mais en public, ils voudront bien s'en abstenir, s'ils n'aiment mieux être expulsés eux-mêmes. C'est le vœu de tous les Citoyens honnêtes, dont je suis l'organe. Je doute très-fort que l'Assemblée ait la légèreté d'absoudre l'inculpé : qu'elle y réfléchisse... C'est là que je l'attends.

Au demeurant, observons ici que la défense du Sieur De. . . ne consiste pas à faire un Mémoire ; mais à attaquer au criminel ses accusateurs, & à demander vengeance. Puisqu'il n'a pas pris cette voie toujours ouverte à l'innocence, je lui conseille d'aller dans quelque coin ensevelir sa honte & ses remords. S'il a malheureusement l'audace de reparaitre à l'Hôtel-de-Ville, qu'il s'attende à être nommé tout haut.

### E R R A T A.

Encore un Errata : ce sera j'espère le dernier. J'ai pris des arrangements pour ne plus laisser aller mes feuilles sous presse sans revoir une épreuve.

N<sup>o</sup>. XIX, pag. 160, lig. 10, perfection, *lisez* perception.

Le Discours à la Milice Parisienne non-soldée, offre quelque désordre occasionné par l'omission de deux articles ; ils seront réparés à la réimpression, & on fera passer le nouveau Numéro aux Souscripteurs.

Pag. 163, lig. 6, personnel qui, *lisez* personnel : qu'y.

. . . . lig. 15, toutes parts, *lisez* tous côtés.

. . . . lig. 20, nous, *lisez* vous.

. . . . dernière ligne, dessus assurément, *lisez* dessus : assurément.



- Pag. 165, lig. 3, conducteurs, *lisez* guides.  
 . . . . lig. 18, contre les Concitoyens,  
*lisez* contr'eux.  
 . . . . lig. 22, Citoyens, *lisez* individus.  
 Pag. 166, lig. 8, le seul défenseur qui vous  
 reste, *lisez* votre défenseur.  
 N°. XX, pag. 167, lig. 18, censeurs publics,  
 exercée, *lisez* censeur public, exer-  
 cées.  
 Pag. 168, lig. 4, à réclamer, *lisez* réclamer.  
 . . . . lig. 6, à la, *lisez* la.  
 . . . . lig. 15, mis, *lisez* a mis.  
 . . . . dernière ligne, à un, *lisez* équiva-  
 lente à un.  
 Pag. 169, lig. 4, délibéré sur, *lisez* discuté.  
 Pag. 170, lig. 1, fait, *lisez* faite.  
 Pag. 173, lig. 16, pas eut, *lisez* point.  
 Pag. 174, lig. 10, moi, *lisez*, nous.  
 N°. XXI, pag. 177, lig. 15, termina, *lisez* a  
 terminés.  
 Pag. 181, lig. 24, d'imprimer le cachet de  
 l'infamie, *lisez* de noter d'infamie.  
 Pag. 183, lig. 3, de a gestion la, *lisez* de  
 gestion à la.

On souscrit à Paris & en Province chez tous  
 les Libraires.

A Paris, chez *DUFOUR*, rue des Cordeliers,  
 N°. 6.

*Hôtel de Ville de Paris. Comité de Police.*

Permis à la Poste de faire circuler le Journal rédigé par M. Marat,  
 intitulé : *le Publiciste Parisien*. Au Comité de Police, ce 8 Septembre  
 1789. Signés, BROUSSONET. LERASLE. LEROUX. MONDE.

De l'Imprimerie de L. JORRY, rue de la Huchette.